



- 35%
EN CHIFFRE D'AFFAIRES

Source : Nielsen OSA, échantillon hypermarchés et supermarchés

Selon Nielsen, le mouvement des gilets jaunes a fait perdre 35% de chiffre d'affaires à la grande distribution samedi 17 novembre. Les distributeurs ont saisi l'Élysée et le gouvernement.

Non syndiqué, le mouvement des gilets jaunes n'appelait pas à la grève. C'est donc un samedi qui a été choisi pour mobiliser les troupes dans la rue, plutôt qu'un jour de semaine. Mais parce qu'il fallait bien perturber quelqu'un pour être entendu, ce sont souvent les centres commerciaux qui ont fait les frais de la contestation. Bousiller un des premiers week-ends de courses de Noël, ça n'allait pas passer inaperçu...

Partout en France, le mot d'ordre était clair : "**zéro dépense**", donc zéro TVA. De nombreux hypermarchés, quand ils n'avaient pas fermé préventivement leurs portes, ont fait l'objet de véritables blocus. Les clients qui franchissaient à pied les barrages ont parfois été hués, quelquefois insultés, rarement (mais c'est déjà trop) bousculés. Quand un magasin finissait par baisser le rideau, les manifestants partaient s'attaquer à une autre cible.

En mettant bout à bout les fermetures de points de vente, la baisse de fréquentation et les livraisons de marchandises bloquées, Nielsen estime que les hypers et supermarchés du pays ont perdu en moyenne 35% de chiffre d'affaires le 17 novembre, par rapport à la moyenne des ventes de chaque samedi depuis la rentrée de septembre.

Le Conseil national des centres commerciaux, sur BFM TV, a chiffré à 39% la baisse de fréquentation enregistrée samedi.

17 hypers Auchan encore bloqués

Plusieurs blocages, depuis, ont été prolongés. Le 19 novembre à 14 heures, par exemple, l'accès à 17 hypermarchés Auchan était encore filtré par des barrages, voire impossible.

Le mouvement ciblant aussi les entrepôts des enseignes et les dépôts de carburant, les problèmes de livraison en magasins se multiplient. La fédération du commerce et de la distribution a saisi l'Élysée, Matignon ainsi que le ministère de l'Intérieur, afin que la liberté de circulation et de travailler soit assurée. Le Conseil du Commerce de France et le Medef sont également mobilisés.

[inPartager](#)